

Selon Freedom House, le fonds aidera les militants de la société civile à résister à la répression et aux pressions, autant celles du gouvernement que des acteurs non étatiques, et à leur permettre de continuer leur travail de défense des droits et des libertés des citoyens. Certaines de ces pressions incluent notamment un avant-projet de loi au Cambodge qui vise à accroître le contrôle du gouvernement sur les ONG, le gel par le gouvernement des comptes bancaires des ONG en Éthiopie, et la dispersion violente des manifestations au Bélarus.

« Dans de nombreux pays, les militants de la société civile sont incarcérés, harcelés ou visés avec une fréquence croissante, et leurs organisations sont menacées, quand elles ne sont pas fermées », dit le président de Freedom House, David J. Kramer. « Le Fonds des ONG crée un réseau mondial qui apporte de l'aide aux organisations de la société civile lorsqu'elles en ont le plus besoin et qui prend la parole en leur nom. »

Le Fonds d'aide aux ONG en difficulté sera géré par un consortium international d'organisations de la société civile dont font partie Freedom House, l'International Center for Not-for-Profit Law (États-Unis), le groupe FrontLine Defenders (Irlande), CIVICUS World Alliance for Citizen Participation (Afrique du Sud), le Asian Forum for Human Rights and Development (Thaïlande), People in Need (République tchèque) et le Swedish International Liberal Center.

Treize gouvernements (Australie, Bénin, Canada, Chili, Danemark, États-Unis, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni et Suède) se sont engagés à soutenir le fonds, y compris en apportant les fonds de démarrage, soit plus de 4 millions de dollars américains.

Lors du lancement à Vilnius, en Lituanie, le 1er juillet, la Secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, a déclaré que le Fonds « apporterait une aide financière aux ONG qui agissent comme chiens de garde et organismes de revendication, en faisant tout ce qu'il faut, depuis la couverture des frais des nouveaux téléphones cellulaires dont elles ont besoin, l'aide pour garder le contact avec les militants emprisonnés, le lancement d'appels juridiques, jusqu'à la couverture des frais médicaux de ceux qui subissent des violations aux mains des agences de sécurité des gouvernements ».

Elle a ajouté que « nous pouvons aider les ONG à se tenir debout et à affronter les actions des gouvernements répressifs en accordant des subventions en vue de rallier le soutien local et international au moyen de campagnes médiatiques visant à bâtir des coalitions avec la société civile ».

Pour en savoir plus sur le Fonds d'aide aux ONG en difficulté, aller sur [le site web de Freedom House](#)